

Cuba : L'artiste Tania Bruguera harcelée par le gouvernement cubain malgré son exil forcé

11 décembre: Nous, les organisations de la société civile signataires, demandons au gouvernement cubain et ses institutions de cesser immédiatement tous les efforts visant à discréditer l'artiste cubaine [Tania Bruguera](#) et le [Festival du film IV INSTAR](#), qui se tient actuellement aux quatre coins du monde. Cet incident est le plus récent d'une longue série de tentatives du gouvernement cubain pour supprimer les formes critiques de pensée et d'expression libres qui divergent du discours unique et totalisant de l'État, tant sur l'île qu'à l'étranger.

Cette artiste multidisciplinaire de renommée internationale dont les œuvres ont été exposées à la Tate Modern de Londres, au Museum of Contemporary Art de Chicago et au New Museum de New York, a été contrainte de quitter Cuba en 2021 sous la pression et la persécution du gouvernement en raison de son travail artistique. Actuellement maître de conférences et membre de la faculté affiliée à [l'Université de Harvard](#), Bruguera est la fondatrice et directrice de [l'Institut Hannah Arendt d'Artivisme \(INSTAR\)](#). En 2019, l'INSTAR a organisé son premier festival cinématographique, un événement annuel qui vise à soutenir et à mettre en valeur la production de films indépendants, en particulier dans les pays où la liberté d'expression est menacée.

Depuis plus d'une décennie, Tania Bruguera fait l'objet d'un harcèlement systématique de la part du gouvernement cubain. Cette campagne visant à la discréditer a commencé à Cuba et s'est poursuivie pendant son exil à partir de 2021.

Le gouvernement cubain cherche à limiter sa créativité et ses opportunités professionnelles dans le monde entier. Des efforts extraordinaires sont actuellement déployés pour jeter le discrédit sur l'INSTAR, les médias contrôlés par l'État suggérant que le festival et ses activités constituent une attaque contre la culture cubaine et une adhésion au [terrorisme](#), tout en affirmant des liens présumés avec des agences de renseignement étrangères.

Le ministre de la culture [Alpidio Alonso Grau](#) et la première dame [Lis Cuesta Peraza](#), ainsi que d'autres fonctionnaires et artistes affiliés au gouvernement, ont diffusé sur les réseaux sociaux des messages de diffamation coordonnés, décrivant les "artistes" ("artist-activists") et les cinéastes indépendants cubains participant au festival du film INSTAR de cette année, qui se déroule du 4 au 10 décembre, comme étant "déplorables (malheureux) et non créatifs". En outre, les institutions culturelles cubaines ont lancé une campagne massive d'envoi de courriels aux institutions culturelles et personnes de l'art du monde entier, dans le but de discréditer le festival et ses organisateurs (la documentation des courriels a été fournie à PEN International et à l'Artists at Risk Connection (ARC)).

Cuba est l'un des rares pays de la région à emprisonner des artistes, des journalistes et des écrivains coupables d'avoir exercé leur liberté d'expression, selon les informations compilées par PEN International et l'ARC, ainsi que par des organisations internationales de la société civile. Ces personnes font l'objet d'un harcèlement et d'une persécution graves, comme le montre le récent rapport [Método Cuba](#), ainsi que d'autres mesures répressives infligées à tous ceux qui remettent en cause le cadre officiel. Ces actions coordonnées s'inscrivent dans un contexte plus général de répression du gouvernement cubain de toute forme de dissidence ou de diversité de pensée, en particulier lorsqu'elle s'exprime à travers l'art et l'écriture. Ces attaques du gouvernement cubain contre la liberté d'expression

et de création artistique ont été abordées lors de [la 44e session de l'examen périodique universel \(EPU\) des Nations unies](#), au cours de laquelle une coalition d'organisations de la société civile, dont PEN International et l'ARC, a présenté [une communication conjointe sur les droits humains](#).

Nous, les organisations signataires, demandons aux autorités cubaines de cesser immédiatement le harcèlement violent à l'encontre des artistes cubains, qu'ils se trouvent dans le pays ou qu'ils soient en exil. En particulier, nous demandons aux autorités cubaines de mettre fin à la campagne de diffamation menée actuellement contre Tania Bruguera et le festival INSTAR, et de mettre un terme à toutes les actions soutenues par l'État visant à censurer la liberté d'expression et de création artistique du peuple cubain. Il est essentiel de protéger l'art et les artistes, qui sont une composante vitale d'une société florissante, juste et prospère.

SIGNATAIRES

1. ARTICLE 19 Regional Office for Mexico and Central America
2. Artists At Risk Connection (ARC)
3. English PEN
4. Estonian PEN
5. Independent Chinese PEN Center
6. International Institute on Race, Equality and Human Rights (Race and Equality)
7. Justicia 11J
8. PEN America
9. PEN Argentina
10. PEN Bangladesh
11. PEN Belarus
12. PEN Chiapas Pluricultural
13. PEN Chile
14. PEN Colombia
15. PEN Croacia
16. PEN Cuba en el Exilio
17. PEN Flanders Belgium
18. PEN Guadalajara
19. PEN Guatemala
20. PEN-Haïti
21. PEN International
22. PEN Melbourne
23. PEN Nicaragua
24. PEN Perú
25. PEN Québec
26. PEN San Miguel
27. PEN Suisse Romand
28. Rialta

29. Slovenski PEN | PEN Eslovenia

30. Swedish PEN